

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
وزارة المالية
MINISTERE DES FINANCES

Circulaire n° 001 du 28 FEV. 2015 correspondant au-----relative à
l'exercice des professions d'Expert-comptable, de Commissaire
aux Comptes et de Comptable agréé.

Référence.

- Ordonnance n°75-59 du 20 Ramadhan 1395 correspondant au 26 septembre 1975 portant code de commerce, modifiée et complétée;
- Loi 10-01 du 29 juin 2010 relative aux professions d'Expert-comptable, de Commissaire aux Comptes et de Comptable agréé;
- Décret exécutif n°11-25 du 22 Safar 1432 correspondant au 27 janvier 2011 fixant la composition, les attributions et les règles de fonctionnement du Conseil National de l'Ordre National des Experts-comptables;
- Décret exécutif n°11-30 du 22 Safar 1432 correspondant au 27 janvier 2011 fixant les conditions et modalités d'agrément pour l'exercice de la profession d'Expert-comptable, de Commissaire aux Comptes et de comptable agréé;
- Décret exécutif n°11-31 du 22 Safar 1432 correspondant au 27 janvier 2011 relatif aux conditions et normes spécifiques des cabinets d'Expert-comptable, de Commissaire aux Comptes et de Comptable agréé;
- Décret exécutif n°11-32 du 22 Safar 1432 correspondant au 27 janvier 2011 relatif à la désignation des Commissaires aux comptes;
- Décret exécutif n° 11-73 du 13 Rabie El Aouel 1432 correspondant au 16 février 2011 fixant les modalités d'exercice de la mission de Co-Commissariat aux Comptes
- Décret exécutif n°13-10 du Aouel Rabie El Aouel 1434 correspondant au 13 janvier 2013 fixant le degré des fautes disciplinaires commises par l'Expert-comptable, le Commissaire aux Comptes et le Comptable agréé dans l'exercice de leurs fonctions ainsi que les sanctions qui s'y rapportent.

Les Institutions, les Administrations, les Etablissements à Caractère Industriel et Commercial (EPIC), les centres de recherches, les Etablissement Publics à Caractère Administratif (EPA), les Sociétés de Gestion des Participations de l'Etat (SGP) les Sociétés par Actions (SPA), les Sociétés à Responsabilité Limitée (SARL), les Sociétés Unipersonnelle à Responsabilité Limitée (EURL), les sociétés de personnes, les Associations, soumises à la tenue de la comptabilité financière ainsi que tous les utilisateurs des services des professionnels de la comptabilité, sont informés que, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, seuls les professionnels inscrits aux tableaux de l'Ordre National des Experts-comptables, de la Chambre Nationale des Commissaires aux Comptes et de l'Organisation Nationale des Comptables agréés, sont habilités à exercer les professions, d'Expert-comptable de Commissaire aux Comptes et de Comptable agréé

Dans ce cadre et en application des dispositions de l'article 9 de la loi 10-01 du 29 juin 2010, relative aux professions d'Expert-comptable, de Commissaire aux Comptes et de Comptable agréé, Le Conseil National de la Comptabilité arrête, le 1er janvier de chaque année, la liste des professionnels inscrits aux tableaux et la publie selon les formes fixées par le Ministre chargé des finances.

Les listes des professionnels inscrits aux tableaux des professions comptables sont publiées

dans le bulletin officiel du ministère des finances et sur le site web du Conseil National de la Comptabilité, sous forme de communiqué, à l'adresse: www.cnc.dz.

I. Les missions dévolues à chaque catégorie professionnelle de la Comptabilité

Il est précisé, ci-après, aux professionnels et utilisateurs des services de la comptabilité les missions dévolues réglementairement à chaque catégorie des professionnels de la comptabilité:

1. Missions de l'Expert-comptable

- Organiser, vérifier, redresser et analyser les comptabilités et les comptes de toute nature;
- Exercer la mission de Commissariat aux Comptes;
- Tenir, centraliser, ouvrir, arrêter, surveiller et consolider les comptabilités;
- Procéder à l'audit financier et comptable;
- Prodiguer des conseils en matière financière, sociale et économique.

2. Missions du Commissaire aux comptes

- Certifier que les comptes annuels sont réguliers et sincères et qu'ils donnent une image fidèle des résultats des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine des sociétés et des organismes ;
- Vérifier la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion fourni par les dirigeants aux actionnaires, associés ou porteurs de parts ;
- Donner un avis, sous forme de rapport spécial, sur les procédures de contrôle interne adoptées par le conseil d'administration, le directoire ou le gérant,
- Apprécier les conditions de conclusion des conventions entre l'entreprise contrôlée les entreprises ou organismes qui lui sont affiliés ou avec les entreprises et organismes dans lesquels les administrateurs et dirigeants ont un intérêt direct ou indirect ;
- Signaler, aux dirigeants et à l'assemblée générale ou à l'organe délibérant habilité, toute insuffisance de nature à compromettre la continuité d'exploitation de l'entreprise ou de l'organisme dont il a pu avoir connaissance ;
- Vérifier les valeurs et documents de la société ou de l'organisme et à contrôler la conformité de la comptabilité aux règles en vigueur.

3. Missions du comptable agréé

- Tenir, centraliser, ouvrir et arrêter les comptabilités et les comptes des commerçants, sociétés ou organismes;
- Retracer, sous sa propre responsabilité et sur la base des documents et pièces comptables qui lui sont remis, les écritures comptables et l'évolution des éléments du patrimoine du commerçant, de la société ou de l'organisme qui lui a confié la tenue de sa comptabilité;
- Établir toutes les déclarations sociales, fiscales et administratives relatives à la comptabilité dont il a la charge;
- Assister son client auprès des différentes administrations concernées;
- Effectuer des missions d'assistance à l'établissement des états financiers.

L'article 13 de la loi 10-01 du 29 juin 2010 susvisée habilite les Experts-comptables et les Commissaires aux Comptes inscrits aux tableaux, à exécuter les missions de Commissaires aux apports conformément aux dispositions du code de commerce et d'Experts judiciaires

conformément aux dispositions du code de procédure civile et administrative et du code de procédure pénale.

II. Responsabilités liées à l'exercice de la profession comptable

Toute personne physique ou morale qui exercerait la profession d'Expert-comptable, de Commissaire aux Comptes ou de Comptable agréé et qui ne serait pas portée sur le tableau de la catégorie professionnelle correspondante, lui seront appliquées les dispositions prévues par la législation et la réglementation en vigueur, notamment celles des articles 73 et 74 de la loi 10-01 suscitée, et ce pour exercice illégal de la profession.

Tout manquement aux règles de diligences professionnelles, déontologiques, et toute négligence commis par l'Expert-comptable, le Commissaire aux Comptes et le Comptable Agréé, personne physique ou morale inscrite aux tableaux de l'Ordre National des Experts-comptables, de la Chambre Nationale des Commissaires aux Comptes et de l'Organisation Nationale des Comptables agréés, constituent une faute de discipline passible d'une sanction disciplinaire conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi 10-01 du 29 juin 2010, et des dispositions du décret exécutif n°13-10 du 13 janvier 2013.

III. Responsabilités des utilisateurs des services de la comptabilité

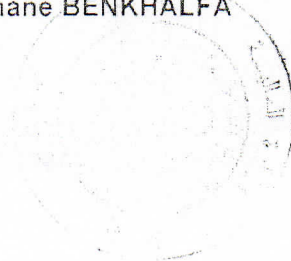
Les utilisateurs des services des professions d'Expert-comptable, de Commissaire aux Comptes et de comptable agréé, notamment:

- Les sociétés soumises aux dispositions du code de commerce, les coopératives, les personnes physiques ou morales marchandes ou non marchandes produisant des biens et services, dans la mesure où elles exercent des activités économiques, ainsi que toute autre personne physique ou morale astreinte par voie légale ou réglementaire à la mise en place d'une comptabilité financière;
- Les entités soumises au contrôle légal des comptes par un Commissaire aux Comptes;
- Les entités citées ci-dessus, qui recourent à toute forme d'audit et/ou d'expertise comptable ou d'assainissement comptable,

doivent veiller, sous peine d'encourir les sanctions civiles et pénales prévues à cet effet, à ne contracter pour les missions suscitées qu'avec les professionnels de la comptabilité inscrits aux tableaux des professions d'Expert-comptable, de Commissaire aux Comptes et de Comptable agréé.

La présente circulaire est publiée dans le bulletin officiel du Ministère des Finances.

Le Ministre des Finances
Abderrahmane BENKHALFA



منشور وزاري رقم 09.أ. المؤرخ في 28. FEV. 2016 الموافق المتعلق بممارسة
مهنة الخبير المحاسب، محافظ الحسابات و المحاسب المعتمد

المرجع:

- الأمر رقم 59-75 المؤرخ في 20 رمضان عام 1395 الموافق 26 سبتمبر 1975 الذي يتضمن القانون التجاري، المعدل و المتمم،
- القانون 01-10 المؤرخ في 29 جوان 2010 المتعلق ب مهنة الخبير المحاسب، محافظ الحسابات و المحاسب المعتمد،
- المرسوم التنفيذي رقم 24-11 المؤرخ في 22 صفر عام 1432 الموافق 27 جانفي سنة 2011 الذي يحدد تشكيلة المجلس الوطني للمحاسبة وتنظيمه وقواعد سيره،
- المرسوم التنفيذي رقم 30-11 المؤرخ في 22 صفر عام 1432 الموافق 27 جانفي سنة 2011 يحدد شروط و كفايات الاعتماد لممارسة مهنة الخبير المحاسب و محافظ الحسابات و المحاسب المعتمد،
- المرسوم التنفيذي رقم 32-11 المؤرخ في 22 صفر عام 1432 الموافق 27 جانفي سنة 2011 و المتعلق بتعيين محافظي الحسابات،
- المرسوم التنفيذي رقم 73-11 المؤرخ في في 13 ربيع الأول عام 1432 الموافق 16 فيفري سنة 2011 يحدد كفايات ممارسة المهنة التضامنية لمحافظة الحسابات،
- المرسوم التنفيذي رقم 10-13 مؤرخ في أول ربيع الأول عام 1434 الموافق 13 جانفي سنة 2013 يحدد درجة الأخطاء التأديبية المرتكبة من طرف الخبير المحاسب و محافظ الحسابات و المحاسب المعتمد خلال ممارسة وظيفتهم وكذا العقوبات التي تقابلها.

ليكن في علم الهيئات، الإدارات، المؤسسات العمومية ذات الطابع التجاري و الصناعي، مراكز البحث، المؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري، شركات تسيير مساهمات الدولة، الشركات ذات الأسهم، الشركات ذات المسؤولية المحدودة و الشركات الفردية ذات المسؤولية المحدودة، شركات الأشخاص و الجمعيات؛ الخاضعة لمسك المحاسبة المالية، و كل المستفيدين من خدمات مهنيي المحاسبة، طبقا لأحكام القانون و التنظيم المعمول بهما، أن المؤهلين الوحيدين لممارسة مهنة الخبير المحاسب، محافظ الحسابات و المحاسب المعتمد، هم المهنيون المسجلون في جداول المصنف الوطني للخبراء المحاسبين، الغرفة الوطنية لمحافظي الحسابات و المنظمة الوطنية للمحاسبين المعتمدين.

في هذا الإطار و طبقا لأحكام المادة 9 من القانون 01-10 المؤرخ في 29 جوان 2010 المتعلق بمهنة الخبير المحاسب، محافظ الحسابات و المحاسب المعتمد، يحدد المجلس الوطني للمحاسبة في أول جانفي من كل سنة قائمة المهنيين المسجلين في الجدول وينشرها وفق الأشكال المحددة من طرف الوزير المكلف بالمالية.

ينشر المجلس الوطني للمحاسبة قوائم المهنيين المسجلين في الجدول الخاص بكل فئة في النشرة الرسمية لوزارة المالية و على موقعه الإلكتروني، في شكل بلاغ، على العنوان (www.cnc.dz)

1. المهام الموكلة لكل فئة مهنية في المحاسبة

توضح فيما يلي لكل من مهنيي المحاسبة و المستفيدين من خدماتهم، المهام الموكلة قانونيا لكل فئة مهنية في المحاسبة:

(1) مهام الخبير المحاسب

- تنظيم، فحص، تقويم و تحليل المحاسبة و مختلف أنواع الحسابات،

- ممارسة مهام محافظ الحسابات،

- مسك، مركزة، فتح، ضبط، مراقبة وتجميع المحاسبات،
- التدقيق المالي و المحاسبي،
- تقديم استشارات في الميادين المالي، الاجتماعي و الاقتصادي.

(2) مهام محافظ الحسابات

- يشهد بأن الحسابات السنوية منتظمة و صحيحة و مطابقة تماما لنتائج عمليات السنة المنصرمة و كذا الأمر بالنسبة للوضعية المالية و ممتلكات الشركات و الهيئات،
- يفحص صحة الحسابات السنوية و مطابقتها للمعلومات المبينة في تقرير التسيير الذي يقدمه المديرون للمساهمين أو الشركاء أو حاملي الحصص،
- يبدي رأيه في شكل تقرير خاص حول إجراءات الرقابة الداخلية المصادق عليها من مجلس الإدارة و مجلس المديرين أو المسير،
- يقدر شروط إبرام الاتفاقيات بين الشركة التي يراقبها و المؤسسات أو الهيئات التابعة لها أو بين المؤسسات و الهيئات التي تكون فيها للقائمين بالإدارة أو المديرين للشركة المعنية مصالح مباشرة أو غير مباشرة،
- يعلم المسيرين و الجمعية العامة أو هيئة المدولة المؤهلة، بكل نقص قد يكتشفه أو اطلع عليه، و من طبيعته أن يعرقل استمرارية الاستغلال في المؤسسة أو الهيئة،

- يفحص قيم و وثائق الشركة أو الهيئة و يراقب مدى مطابقة المحاسبة للقواعد المعمول بها

(3) مهام المحاسب المعتمد

- يمسك، يركز، يفتح و يضبط محاسبات و حسابات التجار، الشركات أو الهيئات،
- يعرض المحاسب المعتمد تحت مسؤوليته و على أساس الوثائق و الأوراق المحاسبية المقدمة إليه، القيود المحاسبية و كذا تطور عناصر ممتلكات التاجر، الشركة أو الهيئة التي أسندت إليه مسك محاسباتها،
- يعد جميع التصريحات الاجتماعية و الجبائية و الإدارية المتعلقة بالمحاسبة التي كلف بها،
- يساعد زبونه لدى مختلف الإدارات المعنية،
- القيام بمهام المساعدة في إعداد الكشوف المالية.

يخول القانون 10-01 المؤرخ في 29 جوان 2010 في المادة 13 لكل من الخبراء المحاسبين ومحافظي الحسابات المسجلين في جداول المهنيين، ممارسة مهام محافظ حصص طبقا لأحكام القانون التجاري و خبير قضائي طبقا لأحكام قانون الإجراءات المدنية و الإدارية و قانون الإجراءات الجزائية.

II. المسؤوليات المرتبطة بممارسة مهن المحاسبة

- تطبق أحكام المادتين 73 و 74 من القانون 10-01 المذكور أعلاه على كل شخص طبيعي أو معنوي يمارس مهنة الخبير المحاسب، محافظ الحسابات و المحاسب المعتمد دون أن يدرج اسمه في الجدول المهني الموافق، نتيجة للممارسة الغير الشرعية للمهنة.
- يعتبر خطأ انضباطي يعاقب عليه القانون طبقا لأحكام المادة 5 من القانون 10-01 المؤرخ في 29 جوان 2010 و المرسوم التنفيذي رقم 13-10 المؤرخ في 13 جانفي 2013. كل تقصير في الواجبات المهنية، و في أخلاقيات المهنة، و أي إهمال يصدر عن الخبير المحاسب، محافظ الحسابات و المحاسب المعتمد، شخصا طبيعيا كان أو معنويا مسجل في جدول المصنف الوطني للخبراء المحاسبين، الغرفة الوطنية لمحافظي الحسابات و المنظمة الوطنية للمحاسبين المعتمدين.

III. مسؤوليات المستفيدين من خدمات المحاسبة

- يجب على المستفيدين من خدمات الخبير المحاسب، محافظ الحسابات و المحاسب المعتمد و بالأخص:
- الشركات الخاضعة لأحكام القانون التجاري، التعاونيات، الأشخاص الطبيعيون أو المعنويون المنتجون للسلع و الخدمات التجارية و غير التجارية إذا كانوا يمارسون نشاطات اقتصادية و كذلك كل الأشخاص الطبيعيين أو المعنويين الخاضعين بموجب نص قانوني أو تنظيمي لمسك المحاسبة المالية "
 - الكيانات الخاضعة للمراجعة القانونية لحساباتها من طرف محافظ الحسابات،
 - الكيانات المذكورة أعلاه المستخدمة لأي شكل من أشكال التدقيق و/أو الخبرة المحاسبية و تطهير المحاسبة،
- أن يسهروا على التعامل، في إطار المهام المذكورة أعلاه، فقط مع المهنيين المسجلين في جداول الخبراء المحاسبين، محافظي الحسابات و المحاسبين المعتمدين، تحت طائلة العقوبات المدنية و الجنائية المقررة في هذه الحالة.

ينشر هذا المنشور في النشرة الرسمية لوزارة المالية.

الجزائر، في

وزير المالية

عبد الرحمان بن خالفة

عبد الرحمان بن خالفة
وزير المالية

